



Article sur le site du Front Syndical de Classe :

<http://www.frontsyndical-classe.org/2016/06/valls-hollande-stop-a-vos-manipulations.html>

Le pouvoir socialiste, Valls et Hollande, leur préfet de police parisien Michel Cadot ont franchi un pas supplémentaire contre le mouvement social, les organisations syndicales dignes de ce nom et contre la CGT en particulier.

En utilisant les exactions des casseurs ils prétendent interdire nos manifestations, ce droit constitutionnel, et ils accusent la CGT de collusion avec les casseurs.

## **Alors que la réalité cinglante prouve que ce sont eux qui manipulent les casseurs depuis le début du mouvement! :**

Nous avons signalé dès le 5 mai après la grande manifestation du 9 avril le problème qui était posé au mouvement :

<http://www.frontsyndical-classe.org/2016/05/hollande-valls-arretez-vos-provocations.html>

Mais chose paradoxale c'est le syndicat policier de droite Alliance qui posait la question du dispositif policier piloté par le pouvoir socialiste et le préfet de police de Paris en particulier.

BFM-TV le 5 mai dernier sous le titre "**Un syndicat de policiers dénonce les consignes reçues pendant les manifs**"

<http://www.bfmtv.com/societe/un-syndicat-de-policiers-denonce-les-consignes-receues-pendant-les-manifs-972088.html>

indiquait en interviewant Jean-Claude DELAGE, secrétaire du syndicat de droite Alliance :

La charge est inattendue. **[Sur France Info](#)**, le secrétaire général du syndicat policier majoritaire Alliance, Jean-Claude Delage, s'est

interrogé sur les consignes reçues par les policiers pendant les manifestations. Il s'interroge notamment sur la passivité imposée aux forces de l'ordre lorsque des casseurs sont en action.

## "Attendre une heure"

Pourquoi les CRS n'interviennent-ils pas plus rapidement lorsque des groupes de personnes s'en prennent à des vitrines ou des équipements publics? Selon le patron d'Alliance, les policiers ne font qu'obéir aux ordres.

*"Lorsque vous voyez des casseurs détruire les vitrines, saccager des panneaux publicitaires, se servir des tubes néons à l'intérieur pour attaquer les forces de l'ordre et que des policiers mobilisés sont en face d'eux et qu'ils doivent attendre une heure en face d'eux pour intervenir (...) on se demande bien pourquoi."*

Celui qui [appelle les policiers à manifester](#) contre "la haine anti-flics" le 18 mai l'assure: "les policiers veulent interpellier les casseurs". Et d'ajouter:

*"L'Etat doit prendre ses responsabilités, ne pas nous laisser attendre des heures face à des casseurs identifiés, qu'on pourrait même peut-être préventivement assigner à résidence dans le cadre de l'état d'urgence ou interpellier."*

## Quelle est la logique derrière ces ordres?

Pour Alliance, la stratégie de laissez-faire du gouvernement n'a qu'un objectif, jeter le discrédit sur l'ensemble de la mobilisation contre la Loi Travail.

**"Je pense que ça vise aussi à discréditer le mouvement social et syndical parce qu'évidemment, lorsque des syndicalistes manifestent contre un texte et qu'il y a des casseurs qui cassent tout dans le quartier, que les riverains sont exaspérés et que la police ne peut pas rapidement intervenir, et bien ça discrédite aussi quelque part le mouvement social"**

**estime Jean-Claude Delage.**

Les choses sont donc claires!

Elles sont accusatrices pour Valls et Hollande dignes continuateurs du boucher

Clémenceau n'hésitant à tirer sur les travailleurs!

Ce comportement se reproduisant depuis.

Et le même 9 avril les policiers se sont plaint de la décision de leur hiérarchie de les contraindre à ne pas intervenir alors qu'un groupe de 150 casseurs parfaitement identifiables se dirigeaient vers République en provenance de la Gare du Nord!

Voilà donc la vérité sur la stratégie que le pouvoir socialiste met en oeuvre contre le mouvement syndical et social!

Que "nos" médias "libres" se gardent bien de rappeler!

Et comble du cynisme en accusant les syndicats et la CGT de complicité et d'ambiguïté à l'endroit des casseurs alors que ce sont eux qui depuis le début manipulent lesdits casseurs, les utilisent et font preuve de laisser faire précisément pour combattre et discréditer le mouvement.

Il convient donc, non seulement de renvoyer le pouvoir à ses responsabilités en matière d'ordre public mais aussi de dénoncer sa duplicité et son jeu dangereux, signe en même temps de l'état de faiblesse et d'isolement du pouvoir en quête de provocations pour tenter de renverser le soutien de l'opinion publique!

C'est donc avec esprit offensif qu'il nous faut dénoncer cete véritable entreprise de perversion et de mise en cause délibérée des libertés publiques!

Plus que jamais aussi ces manipulations et ces provocations renforcent notre détermination à obtenir le retrait de cette loi scélérate, à poursuivre notre résistance au quotidien et à préparer une riposte d'ampleur les 23 et 28 juin prochain!